

17 décembre 2015

" Courir derrière le FN est une fuite "

Pour Jean-Pierre Raffarin, la droite doit abandonner les dérives populistes

Jean-Pierre Raffarin, sénateur de la Vienne et ancien premier ministre, incarne le courant humaniste au sein du parti Les Républicains (LR). Il tire les enseignements du scrutin des régionales.

Comment interprétez-vous l'éviction de Nathalie Kosciusko-Morizet de son poste de numéro deux des Républicains et son remplacement par Laurent Wauquiez ?

Ce n'est pas un bon signal. L'éviction est une mauvaise solution. L'apaisement est le préalable au rassemblement.

Est-il encore possible d'avoir un avis divergent chez LR ?

Chacun peut et doit assumer sa liberté d'opinion. Je ne vois pas de manquements à l'éthique de la diversité chez NKM.

Votre refus de rester président du conseil national du parti a-t-il un lien avec votre désaccord avec Nicolas Sarkozy sur le " ni-ni " ?

Quand Nicolas Sarkozy a annoncé l'organisation d'un conseil national en février 2016, j'ai dit que je ne le présiderai pas. Dans la période qui s'ouvre, je souhaite rester libre, sans occuper une fonction qui puisse me priver de mes libertés d'expression et m'empêcher de m'engager dans la campagne de la primaire. C'est une force que d'être désintéressé.

La poussée du FN aux élections régionales doit-elle aboutir à une recomposition politique ?

Oui. Il faut avoir conscience du contexte d'extrême gravité dans lequel nous sommes. Nous vivons trois crises simultanées. N'oublions pas, d'abord, que nous sommes dans une situation de guerre. Les menaces terroristes restent fortes contre notre pays. Ensuite, la crise économique et sociale est, elle aussi, profonde. La situation de l'emploi est particulièrement préoccupante car il n'y a pas de perspectives d'éclaircie. Enfin, nous sommes confrontés à une crise politique, avec un FN haut et en position de se qualifier au second tour en 2017, ce qui doit nous interpeller durablement.

Il nous faut combattre l'impuissance politique. Pour cela, le PS devrait rompre d'abord avec le Front de gauche puis avec ses frondeurs pour devenir un vrai parti social-démocrate. De notre côté, nous devrions regagner la confiance des électeurs en abandonnant les promesses intenable

et les dérives populistes. Rien n'est gagné pour 2017.

Pourquoi souhaitez-vous que la droite " travaille avec le gouvernement " ?

Il ne s'agit pas de faire un gouvernement d'union nationale, LR et le PS sont définitivement rivaux. Mais si l'on veut éviter que le FN soit la clé de l'élection de 2017, il faut engager de manière prioritaire une action contre le chômage, première source du vote FN.

L'opposition devrait soutenir le gouvernement sur un projet ambitieux. Pour cela, Manuel Valls devrait associer l'opposition à l'élaboration des mesures destinées à faire reculer le chômage. Ce sujet doit réunir l'ensemble de la classe politique pour que l'on mette en œuvre " un plan républicain pour l'emploi " dès le mois de janvier 2016, avec un développement de l'apprentissage, des facilités pour les investissements dans les entreprises, un vrai allègement des complexités...

Beaucoup d'élus LR y sont opposés...

La bataille politicienne sur ce sujet est irresponsable car elle nourrit le FN. Parier sur l'échec des socialistes en matière d'emploi serait pour l'opposition une erreur car la carte du vote FN et celle du chômage sont quasiment superposables. Le sursaut politique républicain observé dans les urnes peut être prolongé par un sursaut économique républicain. C'est une réponse de fond et d'action à la montée de l'extrême droite.

Pourquoi vous êtes-vous opposé à la ligne du " ni-ni " portée par Nicolas Sarkozy ?

Il fallait montrer que nous voulions absolument éviter qu'une région de France tombe dans les mains du FN. Nous aurions pu afficher clairement cette priorité.

Il nous faut une éthique républicaine : les socialistes sont nos adversaires mais notre attitude ne peut pas être la même à l'égard d'un républicain et d'un extrémiste.

La ligne droite de Nicolas Sarkozy peut-elle mener votre camp à la victoire en 2017 ?

En tant que représentant de l'ex-UDF, avec des convictions libérales et humanistes, j'ai évidemment des différences politiques avec Nicolas Sarkozy. Je reconnais sa puissance et sa capacité d'autorité. Sa ligne politique est une partie forte de notre mouvement mais ne peut pas représenter tout le mouvement.

A-t-il raison de reprendre des thèmes du FN pour séduire ses électeurs ?

Courir derrière le FN est une fuite et une stratégie fragile. On doit formuler des propositions suffisamment fortes, crédibles et incarnées pour faire venir les électeurs sur nos idées, au lieu

d'aller vers ce que propose le FN. On ne doit pas aller chercher les électeurs frontistes en disant " votre colère est légitime " mais en démontrant que nous avons les bonnes réponses pour eux.

Y a-t-il un risque d'implosion de LR, entre les " droitiers " et les " modérés " ?

Le rassemblement est nécessaire car il faut qualifier notre candidat pour le second tour de la présidentielle. Or, ce n'est plus acquis par le fait nouveau que le FN s'est mis en position probable d'atteindre le second tour en 2017. En 2002, la création de l'UMP permettait de qualifier notre candidat. Depuis, la culture centriste-libérale a été en partie dissoute dans l'ensemble. C'est une faiblesse. La culture du volontarisme et celle de la tempérance doivent cohabiter et coexister. Si cela ne devait pas être le cas à l'avenir, la qualification de notre candidat au second tour de la présidentielle deviendrait incertaine.

Jugez-vous François Hollande renforcé après les attentats, la COP21 et les régionales ?

Le président fait preuve d'une habileté redoutable. Il est plus fort en politique qu'en économie. Il a parfaitement géré la COP21, a été à la hauteur lors du drame national il y a un mois et a réalisé un coup de maître politique, en retirant ses candidats aux régionales en PACA et dans le Nord. Cet acte d'apparence désintéressée, c'est ce que demandent les Français à la politique. Je mesure les arrière-pensées et la part de malice de François Hollande, dont il ne faut pas sous-estimer l'habileté pour 2017. Réussir à sortir le chômage des radars de l'opinion publique fut très efficace. Vigilance.

propos recueillis par Matthieu Goar et Alexandre Lemarié